21 février 2003 - Seul le prononcé fait foi

Télécharger le .pdf

Conférence de presse de M. Jacques Chirac, Président de la République, sur la démocratie et la prévention des conflits en Afrique et les accords de Marcoussis sur la Côte d'Ivoire, Paris le 21 février 2003.

LE PRESIDENT -
Mesdames,
Messieurs,
Je voudrais tout d'abord remercier les représentants de la presse de tous les pays présents et qui ont couvert le XXIIème sommet Afrique-France. Je voudrais remercier notre Président sortant, M. Paul BIYA, saluer notre président entrant, le Président du Mali, remercier chaleureusement le Président de l'Union africaine, le Président Thabo MBEKI, qui est un élément moteur de la renaissance africaine, d'ailleurs je crois que le mot vient de lui à l'origine, aujourd'hui il se traduit dans l'action en faveur du NEPAD, et dire, cela va de soi, à notre Secrétaire Général des Nations Unies toute notre reconnaissance, notre estime pour l'action constante qu'il fait en faveur de la paix, avec ténacité, un dévouement et une compétence exceptionnels qu'il s'agisse des problèmes internationaux ou des plus modestes problèmes nationaux quand la paix est en cause.
Notre sommet vient de se terminer. Il a été marqué par une participation particulièrement importante, la plus importante que nous ayons connue. Tous les Etats étaient invités, à l'exception naturellement de la Somalie. Cinquante-deux Etats étaient présents, c'est-à-dire tous, et quarante-deux étaient présents au niveau de leurs Chefs d'Etat ou de gouvernement, ce qui est sans précédent. Mais, là encore, je voudrais dire au Secrétaire Général des Nations Unies combien nous avons été sensibles au fait qu'il consacre la totalité de son temps à notre sommet depuis hier matin et je voudrais, de la même façon, remercier Amara ESSY qui a été également omniprésent et à qui je tiens à dire toute ma reconnaissance.
Les travaux ont porté sur la notion de partenariat. Partenariat politique : nous avons évoqué ce qui concernait la sécurité, la prévention des conflits, la gestion des crises. Partenariat pour le développement : nous avons longuement évoqué la lutte contre le Sida, pour l'amélioration de la santé, de l'éducation, les problèmes essentiels de l'eau, les questions agricoles, et j'ai eu l'occasion de faire des propositions nouvelles, d'annoncer des initiatives en faveur de l'agriculture, aussi bien de l'agriculture destinée à l'autosuffisance agricole que de l'agriculture destinée à l'exportation. Et, enfin, partenariat pour la coopération internationale, c'est-à-dire la lutte contre le terrorisme. Nous avons eu un très intéressant rapport du Président MOUBARAK sur le terrorisme et aussi sur la criminalité organisée.
Nous avons aussi parlé de la lutte pour la défense de l'environnement et du développement durable et là, je dois dire que nous avons eu un rapport tout à fait remarquable aussi du Président MKAPA.
A l'issue de ce XXIIème sommet, je crois qu'on peut faire une constatation : il y a eu une vraie évolution, une vraie modernisation des rapports entre l'Afrique et la France, qui préjuge bien des rapports entre l'Afrique et le monde. Nous sommes aujourd'hui dans une approche, au fond, tout à fait nouvelle par rapport à ce qu'on a connu dans les années passées. Non pas que je critique les années passées. Simplement, il faut s'adapter aux temps nouveaux.
Et les principaux messages s'articulent autour, je crois, de six idées : d'abord, le partenariat, la relation avec les pays africains, avec l'ensemble du continent africain, sont des relations qui

relation avec les pays africains, avec l'ensemble du continent africain, sont des relations qui aujourd'hui sortent du système de l'assistance pour entrer dans le système du partenariat. Qu'est-ce-qu'un partenariat ? C'est l'enrichissement réciproque, c'est une relation d'égal à égal, que chaque partenaire construit en pleine conscience de ses droits et de ses devoirs, en responsabilité, avec des obligations réciproques. C'est une voie nouvelle sur laquelle nous nous engageons avec un immense espoir et qui concerne non plus la relation de la France avec tel ou tel pays africain mais la relation de la France avec l'Afrique. Et cela s'intègre parfaitement avec les thèses de la renaissance africaine qu'avait développées, il y a déjà plusieurs années, le Président Thabo MBEKI.

Deuxième principe, c'est la démocratie. A Yaoundé, nous avions souligné l'importance primordiale des progrès de la démocratie, des progrès de l'Etat de droit ainsi que les liens indissociables entre démocratie et développement. Et nous voyons ici à Paris la suite, au fond, de cette évolution. Et la France, pour ce qui la concerne, entend accompagner, encourager, renforcer ce mouvement et non pas le dicter. Elle entend être à côté des pays africains et avec eux, main dans la main, sur ce chemin.

Le troisième point, c'est le traitement des crises. La France agit pour défendre des principes et non pas des situations données, les principes du droit, de la morale, des principes qui unissent de plus en plus la communauté internationale. Elle fonde son action pour le traitement des crises en Afrique sur les mêmes valeurs, les mêmes principes que ceux qui inspirent son action partout dans le monde. Elle veut non seulement agir face aux crises mais mieux les prévenir et mieux les guérir en définissant une démarche commune de sortie de crise.

Quatrième principe, c'est l'approche globale. La France ne veut pas s'enfermer dans un tête-à-tête avec l'Afrique, qui a eu son utilité mais qui est un peu d'un autre temps. Elle veut travailler avec les organisations régionales, en appui de leurs efforts, consciente que l'intégration régionale est une réalité qui seule pourra permettre de progresser à la fois vers la paix et vers le développement. La France cherche à rapprocher du continent africain tous les pays de la communauté internationale et renforcer la solidarité des pays du monde avec le continent africain. Elle conçoit son rôle comme un rôle de catalyseur au service de sa vision des relations internationales et au service de l'élaboration d'un monde multipolaire qui, comme vous le savez, représente la vision, en matière d'équilibre du monde, de notre pays.

Nous voyons bien aujourd'hui que les peuples s'expriment aussi, qu'ils s'expriment un peu partout dans le monde, qu'ils nous transmettent des exigences. Et c'est à nous de leur répondre, et de leur répondre à la hauteur de leurs espérances.

Cinquième élément, c'est le développement. Le grand défi pour l'Afrique, aujourd'hui, c'est évidemment celui du développement. Et la France continuera à se faire l'avocat inlassable de l'Afrique dans toutes les enceintes internationales. C'est le combat que nous avons mené, depuis Monterrey, à Kananaskis, à Johannesburg, demain au G8 d'Evian.

Enfin, dernier point, le dialogue. Lorsque des problèmes spécifiques apparaissent dans une famille, le dialogue doit être privilégié par-dessus tout. Rien ne remplace le dialogue, l'échange, le respect, qui sont au coeur de toute civilisation. Le dialogue, l'échange, le respect de l'autre, c'est à partir de ces bases qu'on peut construire un monde pacifique et donc un monde qui se développe et qui refuse les affrontements stériles.

Voilà donc l'esprit de la relation, aujourd'hui, entre l'Afrique et la France, voilà notre nouvelle vision de notre partenariat. Il n'y a pas d'égoïsme français, il y a un engagement de la France. Je vais donner la parole au Président Thabo MBEKI.

LE PRESIDENT MBEKI - Monsieur le Président, je souhaiterais faire miens les propos que vous venez de prononcer à propos de la conférence qui vient de se conclure. Comme tout le monde le sait, et le Président CHIRAC en a d'ailleurs parlé, la France va être le pays hôte du sommet du G8 à Evian, ce qui est de notoriété publique. Nous avons été en contact avec le G8 en tant que continent africain à propos du NEPAD et nous pensons tous qu'il est très important que le Président CHIRAC ait vraiment pris le pouls du continent africain. Cela lui permettra encore mieux d'oeuvrer en faveur du développement africain parce que c'est un sujet qui lui tient à coeur depuis longtemps et qu'il défend depuis longtemps.

Il y a ce problème qui est très bien posé, je crois, du partenariat entre l'Afrique et le monde développé. Je suis sûr que tous les participants à cette conférence sont ravis des résultats et je suis par ailleurs convaincu que tout cela va renforcer la coopération entre l'Afrique et la France, en tout premier chef, mais également entre l'Afrique et le monde développé dans son ensemble. En plus, je pense que cela va dans le sens des intérêts des deux parties.
La toute dernière remarque que je souhaiterais faire, c'est que, tous autant que nous sommes, nous avons dit à quel point nous apprécions le fait que le Président CHIRAC nous ait invités à Paris bien entendu, mais aussi nous l'avons remercié des positions prises par la France, positions qui vont dans le sens de l'intérêt de la paix, de la stabilité, de la démocratie, du développement. Et le Président CHIRAC a dit à la fin de la réunion que, lorsque le G8 s'est réuni au Canada l'an dernier, ils ont accepté ce plan d'action sur l'Afrique et que, maintenant, Evian doit être la suite, c'est-à-dire la mise en oeuvre pratique du programme arrêté au Canada.
Nous avons donc terminé sur un point d'orgue extrêmement positif cette conférence. Je vous remercie Monsieur le Président.
LE PRESIDENT - Merci, Cher Président. Le Président Paul BIYA, Président sortant.
LE PRESIDENT BIYA - Eh bien, Mesdames et Messieurs, je n'ai pas grand chose à ajouter à ce qui a été dit par mes prédécesseurs. Sinon que le Cameroun apporte une adhésion totale, complète aux décisions qui ont été prises lors de cette conférence de Paris tout comme nous apportons une adhésion à la vision nouvelle de la coopération que le Président de la République française vient d'esquisser, vision qui sous-tend les rapports entre l'Afrique et la France, avec possibilité d'ouverture au monde pour répondre à la globalisation de la planète à laquelle le Cameroun apporte son appui. Le Cameroun fera tout ce qui est en son pouvoir pour la réalisation des objectifs qui ont été fixés. Merci.
LE PRESIDENT - Merci, Monsieur le Président. Le Secrétaire Général.
M. KOFI ANNAN - Merci, Monsieur le Président. Je crois que tout est dit, donc je vais être très bref.
D'abord, on a eu une très bonne réunion. Je suis très content d'y avoir participé.
Je vais souligner une chose, c'est le Sida. Hier, nous avons parlé du lien qui existe entre le Sida, la gouvernance et l'économie et l'agriculture et le fait que le Sida détruit l'Afrique et son avenir en lui ôtant ses forces vives. Et, secteur par secteur, les ressources humaines sont décimées, que ce soit dans l'agriculture, dans l'éducation - il ne reste plus d'enseignants ou ils meurent plus vite qu'ils ne peuvent être remplacés. Dans les hôpitaux, les infirmières, les infirmiers et les médecins meurent.
Le Sida mine véritablement la capacité de l'Afrique à s'organiser, se gouverner et à s'auto-alimenter. Et, en outre, cette maladie frappe aujourd'hui beaucoup plus les femmes que les hommes. 58 % des personnes infectées sont des femmes. Donc, aujourd'hui, l'Afrique a besoin des femmes. Et je l'ai dit hier, si nous voulons sauver l'Afrique, il nous faut sauver les femmes africaines. Merci.
LE PRESIDENT - Merci, Monsieur le Secrétaire général. Y-a-t-il des questions ?
QUESTION - Robert Menard, de Reporters sans Frontières. Monsieur le Président, hier, vous avez insisté sur la nécessaire lutte contre l'impunité. Dans 23 des 52 pays qui sont présents ici, on ne respecte pas la liberté de la presse. On tue des journalistes, on torture des journalistes, on fait disparaître des journalistes. Parfois, ces assassinats, ces tortures sont le fait des Présidents de la République eux-mêmes. Au Burkina Faso, la mort de Norbert ZONGO, c'est la garde présidentielle et c'est à la demande du frère du Chef de l'Etat. En Côte d'Ivoire, Monsieur le Président, on sait le rôle à la fois des hommes proches de Monsieur GBAGBO pour menacer des journalistes, mais on sait comment aussi Monsieur GBAGBO finance la presse la plus extrêmiste. En Erythrée, 18 journalistes ont disparu, certains sont emprisonnés, d'autres, on ne sait pas où ils sont et on sait le rôle, là-encore, du Chef de l'Etat, directement.
Comment, concrètement, comptez-vous vous y prendre pour réduire, participer, vous le disiez, à la lutte contre l'impunité quand c'est les Chefs de l'Etat eux-mêmes, ou les gens directement liés à eux, qui sont responsables de cet état de fait ? Merci Monsieur le Président.
LE PRESIDENT [illegible]

LE PRESIDENT - Je vous laisse la responsabilité, cher Monsieur, de vos affirmations. Il n'en reste pas moins que le problème existe, que personne ne le conteste. Et je peux vous dire que cela fait partie des préoccupations d'une grande partie des participants à notre sommet et notamment de ceux qui sont ici à cette table. Cela fait partie des exigences d'implantation d'une véritable démocratie, c'est-à-dire de régime qui soit fondé sur le respect des autres. Je veux croire, et je suis même sûr, que, pas à pas, le plus rapidement possible, et compte tenu de la mobilisation du maximum d'hommes de bonne volonté, ces progrès seront assurés.

QUESTION - Monsieur le Président de la République, avez-vous eu l'occasion de demander à vos camarades Présidents africains de soutenir la France dans la position délicate qu'elle vient de prendre au service de la liberté et de la dignité des peuples, vis-à-vis de l'Amérique bien sûr et du conflit de l'Iraq ?

LE PRESIDENT - Le problème de l'Iraq a été évoqué. Je rappelle qu'il avait fait l'objet d'une déclaration tout à fait claire prise par l'Union africaine il y a quelques jours. Nous en avons délibéré et je dois dire qu'à l'unanimité des Chefs d'Etat et de gouvernement présents à ce sommet, la position de l'Union africaine a été clairement réaffirmée, qu'elle est tout à fait conforme et tout à fait identique à celle que, par ailleurs, défend la France.

Le Conseil de Sécurité a entendu le rapport des inspecteurs le 14 février. Ce rapport marquait que l'Iraq devait sans aucun doute confirmer une coopération beaucoup plus active pour ce qui concerne la destruction des armes de destruction massive, mais que ce travail s'accomplissait et que, par conséquent, tout justifiait que l'objectif soit atteint par des voies pacifiques, c'est-à-dire les voies de l'inspection et non pas des voies militaires, les choses étant ce qu'elles sont aujourd'hui.

Et je crois pouvoir dire que ce point de vue a été affirmé à l'unanimité par les participants au sommet. En tant qu'observateur, le Secrétaire général des Nations Unies n'a pu que l'observer, naturellement, et la France n'a pu que s'en réjouir.

QUESTION - Monsieur le Président de la République, vous avez parlé tout à l'heure de la prise en compte des opinions publiques. Est-ce que cette prise en compte pourrait amener un réaménagement des engagements de l'avenue Kléber par rapport à la question ivoirienne ?

Monsieur le Président Paul BIYA, vous avez affirmé hier que les conflits actuels en Afrique trouvent leur justification en partie dans la non-application des principes élémentaires de démocratie. Est-ce que vous pouvez être plus explicite à ce propos ?

LE PRESIDENT - Je réponds sur le premier point. Je crois que les participants à Marcoussis qui, je le répète, n'a pas été convoqué par la France, représentaient la totalité des sensibilités de l'opinion publique ivoirienne. Ils ne représentaient pas tel ou tel courant qu'on mobilise, ce qui est toujours facile. Ils représentaient la totalité de tous les courants de l'opinion publique ivoirienne. Ils sont arrivés à des conclusions. Ces conclusions ont été approuvées par les représentants de tous ces courants lors de la réunion qui s'est tenue alors à Paris, avenue Kléber, dans la foulée. Je souhaite pour ma part que ce processus aille à son terme, c'est-à-dire que le Premier Ministre désigné et confirmé à l'issue de ce processus de réconciliation puisse, dans les plus brefs délais possibles, constituer son gouvernement et s'engager sur la voie de l'apaisement. Je pense que cela devrait être le cas. Je souhaite que chacun y mette du sien.

LE PRESIDENT BIYA - Monsieur le journaliste de la Nouvelle Expression, en disant que les désordres, les violences, résultaient de la violation des principes élémentaires de la démocratie, je pensais bien sûr à des choses comme les coups d'Etat. Un coup d'Etat est la négation-même de toute démocratie. Mais j'y inclus également les violations graves des Droits de l'Homme. Tout comme d'autres formes d'injustice, par exemple dans l'accès aux responsabilités lorsque certains ont tendance à privilégier les tribus au détriment de l'égalité des citoyens devant l'accès aux fonctions publiques. Donc, je ne voulais pas entrer dans le détail mais je pensais d'abord aux coups d'Etat et puis à toutes les formes de désordre, qui sont des contradictions à la démocratie. Merci.

QUESTION - Monsieur le Président, l'opinion internationale a une attitude positive vis-à-vis de la position française à propos de la crise iraquienne. Alors, si les Etats-Unis décident d'engager une action militaire contre l'Iraq, estimerez-vous que ceci sonnera la fin des Nations Unies comme

action militaire contre l'Iraq, estimerez-vous que cela signera la fin des Nations Unies comme cela a été le cas à la fin de la deuxième guerre mondiale ? Et quelle sera la position de la France dans ce cas ?
LE PRESIDENT - Je ne suis pas du tout inquiet pour les Nations Unies qui ont fait amplement la preuve de leur caractère indispensable au monde de demain comme d'aujourd'hui. On peut éventuellement imaginer une guerre sans les Nations Unies, mais il est certain que l'on ne peut pas imaginer une paix sans les Nations Unies. Et, donc, je ne suis pas inquiet pour leur avenir.
QUESTION - Monsieur le Président, permettez-moi de revenir encore sur la question de l'impunité. J'aurais voulu savoir si le mot impunité que vous avez prononcé hier est un message clair, un signal fort à l'endroit des Chefs d'Etat africains ? Et qu'attendez-vous concrètement d'eux ?
Deuxième petite question, vous avez fait des propositions concrètes en ce qui concerne le développement, en ce qui concerne le nouveau partenariat avec l'Afrique, en ce qui concerne notamment l'agriculture. Est-ce que vous pensez que les Etats-Unis d'Amérique qui ne portent pas la France dans leur coeur, aujourd'hui, pourraient accepter ces nouvelles propositions que vous formulez, ce moratoire en ce qui concerne l'agriculture, les exportations ? Merci, Monsieur le Président.
LE PRESIDENT - Sur le premier point, je voudrais dire que tout évolue et que la démocratie, petit à petit, s'enracine en même temps que la bonne gouvernance, dans le monde et en particulier en Afrique. C'est certainement quelque chose de favorable au développement, par ailleurs nécessaire sur le plan humain, du monde en général et de l'Afrique en particulier.
Une bonne gouvernance, la démocratie, cela exige naturellement le respect d'un certain nombre de règles. Je les ai rappelées, pas particulièrement aux Chefs d'Etat, naturellement, mais j'ai rappelé que certaines méthodes qui avaient pu dans le passé être, sinon tolérées tout au moins ignorées, aujourd'hui, ne pouvaient plus être acceptées. Et je puis vous dire que personne, au cours de ce sommet, n'a contesté cette réalité.
Pour ce qui concerne l'agriculture, j'ai voulu répondre par une initiative à une campagne qui, parfois, est menée par certains contre la politique agricole commune de l'Union européenne et notamment contre la France. Je ne vais pas rentrer dans ce débat, naturellement, ni souligner le caractère particulièrement polémique qui prévaut trop souvent dans l'esprit, non pas des pays en développement mais des pays riches, qui s'agacent du fait que la France soit le deuxième exportateur mondial de produits agricoles et le premier exportateur mondial de produits agricoles transformés.
Alors, dans cet esprit, j'ai tenu à rappeler d'abord que l'Union européenne était le pays le plus ouvert, et de très loin, aux exportations agricoles des pays en développement. Et de très loin, par rapport à tous les autres grands ensembles. Et j'ai fait trois propositions : d'abord, un moratoire sur les soutiens des pays développés à l'exportation de leurs produits agricoles afin d'encourager les cultures vivrières africaines. Ensuite, l'autre proposition consiste à défendre un traitement commercial privilégié pour les exportations agricoles. Quelle que soit l'affirmation justifiée que le libéralisme est mondial, que la mondialisation impose un traitement égal de tous par rapport aux règles économiques, je crois que cette affirmation comporte des limites et qu'il est légitime et normal, les choses étant ce qu'elles sont, que l'Afrique bénéficie d'un régime au moins temporaire, disons pour les dix prochaines années, d'un régime commercial, d'un traitement commercial privilégié.
Et, enfin, la troisième proposition, c'est de rouvrir le dossier des prix des matières premières. La volatilité et la tendance à la baisse des prix des matières premières sont deux des principales causes du mal-développement africain. Il faut y porter une aide. Car, de ce point de vue, la situation se dégrade.
Voilà ce que j'ai voulu proposer.
QUESTION - Si vous me permettez d'adresser cette question au secrétaire général. Hier et aujourd'hui encore, vous en avez appelé aux délégations pour qu'elles mettent les femmes africaines au centre de la lutte contre le Sida. Par ailleurs, dans la plupart des pays africains, les femmes sont considérées comme des citoyens de seconde zone et n'ont aucune possibilité de

forcer les hommes à pratiquer des rapports sexuels protégés. Quelles mesures pourraient être prises pour que les hommes soient plus conscients de leurs responsabilités ?
M. KOFI ANNAN - Je pense que, sur cette question du Sida, comme je l'ai dit clairement, les responsables politiques ont des responsabilités. Et il faut donc faire comprendre ces responsabilités à tous les niveaux, au niveau de l'Etat, au niveau des régions, au niveau local. Chaque société, bien sûr, devra le faire à sa façon en tenant compte de son organisation sociale et de sa culture. Mais il y a des sociétés africaines qui ont montré que c'était possible, du Sénégal à l'Ouganda. Le Botswana, aujourd'hui, prend des mesures très sérieuses et, partout sur le continent, il y a un certain nombre de leçons à tirer de bonnes pratiques qui ont été mises en oeuvre. Mais je crois qu'il faut vraiment donner des responsabilités aux femmes, respecter leurs droits, leur donner la possibilité de prendre en main leur propre destin. Et, en faisant cela, je pense qu'on peut véritablement avoir des résultats.
Alors, il y a dans les pays des ministres des affaires sociales, de la santé, qui demandent l'aide du programme d'aide au développement des Nations Unies, de l'UNICEF, etc. Et, grâce à cela, des progrès sont réalisés. Et ce n'est pas parce que la situation n'est pas parfaite qu'il nous faut nous croiser les bras et nous voiler la face. Au contraire, je crois qu'il faut prendre des mesures parce que des progrès sont possibles. Je sais qu'un certain nombre de responsables politiques prennent déjà leurs responsabilités. Mon message avait pour objectif de les encourager à poursuivre et d'encourager les autres à prendre des initiatives. Vous savez, il n'y a jamais eu de politique de développement couronnée de succès sans une participation des femmes et sans qu'on donne aux femmes leur place dans la société.
LE PRESIDENT - Alors, il faut bien entendre ce message et donc je vais donner la parole à une femme, parce qu'aucune n'a encore pris la parole.
QUESTION - Monsieur le Président, depuis quarante-huit heures, des articles incendiaires à votre propos se sont répandus dans la presse américaine et anglaise, semble-t-il en raison de ce sommet, de la présence à ce sommet du Secrétaire général de l'ONU et de toutes ces perspectives de paix proposées par la France. Que répondez-vous à toutes ces critiques virulentes dans la presse anglo-saxonne ?
LE PRESIDENT - Tout simplement, chère Madame, que le combat de la France est un combat pour le droit, pour la morale, pour le respect mutuel.
QUESTION - Vous avez évoqué le terrorisme au cours de cette conférence. Est-ce que les participants ont pris une position ou des mesures concrètes pour lutter contre le terrorisme ?
LE PRESIDENT - Nous avons eu un rapport particulièrement remarquable, je crois pouvoir le dire au nom de l'ensemble de nos collègues, du Président Hosni MOUBARAK sur les problèmes de la lutte contre le terrorisme et de la lutte contre la grande criminalité, la criminalité internationale et organisée.
Alors, ce rapport sera naturellement publié, vous pourrez vous y reporter. Ce que je peux vous dire, c'est qu'il a été approuvé à l'unanimité par l'ensemble des membres de la conférence.
Je vous remercie.